

## Le redressement budgétaire fait mal au CSSS Alphonse-Desjardins

Pierre Duquet

14 avril 2011 - 14:23

**Générales - Le 12 avril, plusieurs membres de l'Alliance du personnel professionnel et technique de la santé et des services sociaux (APTS) sont venus faire savoir au conseil d'administration du CSSS Alphonse-Desjardins que son plan de redressement financier mettait en péril la qualité des services.**

L'Hôtel-Dieu de Lévis est tenu par la loi de résorber son déficit accumulé de 7,5 millions\$. L'établissement serait jusqu'ici parvenu à le réduire de 4 millions\$ et doit poursuivre le redressement tout au long de cette année. Cette démarche entraîne nécessairement des suppressions de postes et une réorganisation du travail qui, selon le syndicat, mettent en péril la qualité des services aux bénéficiaires.

Les membres de l'APTS sont très inquiets de cette situation et des représentantes de diverses disciplines l'ont à tour de rôle fait savoir au conseil d'administration avec des chiffres à l'appui, le 12 avril dernier.

Ainsi, les ergothérapeutes ont rapporté une augmentation de 22,4% du volume d'activités et une réduction de poste de 1,2. Les physiothérapeutes parlent d'une augmentation de 5% et d'une augmentation de demandes de services de 40%. En psychologie, un poste de psychologue a été supprimé et 3,5 postes autres en travail social. Ce n'est là que quelques cas d'une longue liste.

### Effets pervers

Les effets pervers de cette rationalisation, disent ces professionnelles et techniciennes, ont des impacts inquiétants sur leurs tâches et leur service respectif. Dans certains départements, le personnel débordé s'affaire davantage en «éteindre des feux» qu'à travailler en équipe. Dans un autre, les remplacements ne sont plus autorisés, les ressources en disponibilité ont donc quitté pour d'autres établissements.

«Nos membres sont au bout du rouleau (...) et conscients que s'ils s'absentent, il y aura rupture de services et aucun remplacement dans plusieurs unités», a lancé l'une des intervenantes. Pour sa part, Christine J. Fortier, répondante politique pour l'APTS, estime qu'un coup de barre doit être donné. «Il faudrait que le redressement budgétaire puisse être étalé et que la direction en fasse la demande», a-t-elle expliqué.

Julie-Suzanne Doyon, présidente du c.a., a pris note des doléances des syndiqués en expliquant cependant que l'établissement n'avait pas le choix de poursuivre le redressement.

ID- 186725

© 2011 , HEBDOS de Quebecor. Tous droits réservés. Ce contenu ne peut pas être publié, diffusé, réécrit ni redistribué.